



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 17 du 18 juin 2013

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 18 juin 2013

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	680
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	680
CABINET.....	680
Service interministériel de défense et de protection civile.....	680
Arrêté N° 26/2013/SIDPC du 30 avril 2013 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 ».....	680
Arrêté N° 36/2013/SIDPC du 17 juin 2013 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC canicule ».....	680
Arrêté N° 2013/37/SIDPC 54 du 10 juin 2013 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme.....	680
Arrêté modificatif N° 41/2013/SIDPC54/SECOURISME du 7 juin 2013 à l'arrêté du 10 janvier 2013 portant agrément de formations aux premiers secours à l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (UGSEL) pour les formations aux premiers secours.....	681
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	681
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	681
Arrêté du 13 juin 2013 autorisant le syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault à étendre ses compétences.....	681
Bureau des procédures environnementales.....	682
Arrêté du 1er juin 2013 relatif à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.....	682
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	685
Bureau de l'interministérialité.....	685
Arrêté N° 13.BI.13 du 17 juin 2013 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine.....	685
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	686
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE	
DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG.....	686
Centre de Détention de Toul - Décision du 3 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles.....	686
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	688
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	688
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54/57-046 en date du 14 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de la RN52, sens Longwy-Metz, entre les PR 3+000 et 0+000.....	688
Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-050 en date du 17 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection sur OA A311.020 sur la liaison A31/RD611 au PR 0+868.....	690
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	691
Cellule juridique.....	691
Arrêté n° 2013-0568 en date du 7 juin 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.....	691
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	696
Cellule personnes âgées.....	696
Arrêté 2012 ARS/DT54/PA du 13 septembre 2012 portant refus d'approbation de la convention constitutive du groupement de coopération médico-sociale « L'accueil familial de Meurthe-et-Moselle ».....	696
DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE.....	696
Service VSSE.....	696
Arrêté ARS N° 2013-0572 du 6 juin 2013 portant modification de l'arrêté N° 2012-0770 du 16 juillet 2012 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale ».....	696
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	697
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	697
Décision d'agrément du 7 juin 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCOP SARL 3 B ARCHITECTURE à NANCY.....	697
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	697
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	697
Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/262 du 30 mai 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de MINORVILLE.....	697
Unité forêt - chasse.....	698
Arrêté n° 265 du 31 mai 2013 portant enquête publique pour la détermination des terrains à soumettre à l'action de l'association communale de chasse agréée de BEZANGE-LA-GRANDE.....	698
Arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 266 du 31 mai 2013 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2013-2014.....	698
Arrêté n° 267 du 31 mai 2013 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2013-2014.....	700
Arrêté n° 268 du 3 juin 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de PULLIGNY.....	701
AUTRES SERVICES.....	701
L'AUTRE CANAL.....	701
Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 104 du 5 juin 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal.....	701
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	702
Décision N° 083/13 de délégation de signature du 3 juin 2013.....	702

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté N° 26/2013/SIDPC du 30 avril 2013 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13/09/2005 relatif au plan ORSEC et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU la circulaire du 12/10/2007 relative à l'information du public sur les particules en suspension dans l'air ambiant ;

VU l'arrêté interdépartemental n°2012-294 du 27/04/2012 fixant la procédure d'information et de recommandations ainsi que la procédure d'alerte en Moselle, Meurthe-et-Moselle, Vosges et Meuse en cas de dépassement de certains seuils de concentrations, dans l'air ambiant, de particules en suspension ;

VU l'arrêté interdépartemental n° 2009/004/CAB/SIRACEDPC du 16/02/2009 approuvant le règlement opérationnel de diffusion de l'alerte et des mesures d'urgence à appliquer en cas de dépassement de certains seuils de concentration, dans l'air ambiant, de particules en suspension dites PM10 ;

SUR la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Les dispositions spécifiques « ORSEC pollution atmosphérique par les particules en suspension PM10 » sont approuvées. Elles sont applicables à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : Ce dispositif fera l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements et les chefs de services concourant à son application, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté urbaine du grand Nancy et les maires intéressés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 avril 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 36/2013/SIDPC du 17 juin 2013 portant approbation des dispositions spécifiques « ORSEC canicule »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU le décret n° 2005-1157 du 13/09/2005 relatif au plan ORSEC et pris pour application de l'article 14 de la loi n° 2004-811 du 13/08/2004 de modernisation de la sécurité civile ;

VU la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU le décret du 1er septembre 2004 pris en application de la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU la circulaire interministérielle en date du 10 avril 2013 relative aux dispositions contenues dans la version 2013 du plan national canicule et à l'organisation de la permanence des soins propre à la période estivale ;

SUR la proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Les dispositions spécifiques « ORSEC canicule » sont approuvées. Elles sont applicables à compter de la date du présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté abroge les dispositions contenues dans la version 2011 du plan national canicule approuvées le 06 juillet 2011.

Article 3 : Ce dispositif fera l'objet d'une révision chaque fois que nécessaire et au moins une fois tous les cinq ans.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements et les chefs de services concourant à son application, le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, le président de la communauté urbaine du grand Nancy et les maires intéressés sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 17 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 2013/37/SIDPC 54 du 10 juin 2013 nommant la présidence d'un jury d'examen de secourisme

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 77.1177 du 20 octobre 1977 relatif à la surveillance et à l'enseignement des activités de natation (modifié) ;

VU l'arrêté interministériel du 22 juin 2011 modifiant l'arrêté du 23 janvier 1979 fixant les nouvelles modalités de délivrance du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique ;

VU la circulaire du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer, des Collectivités Territoriales et de l'immigration, n° BFTE/FT 979 du 25 octobre 2011 fixant les nouvelles modalités de délivrance du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, et ses annexes 1 et 2 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : Le jury du BNSSA, qui se déroulera le Jeudi 13 juin 2013 sera composé ainsi qu'il suit :

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure au SIDPC, Président ;

- M. Patrice BAZIN, CRS ;

- M. Philippe LEGRAND, Instructeur national de secourisme ;

- M. Philippe GOETZ, Direction départementale de la Cohésion Sociale, service Jeunesse et Sports.

Article 2 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté modificatif N° 41/2013/SIDPC54/SECOURISME du 7 juin 2013 à l'arrêté du 10 janvier 2013 portant agrément de formations aux premiers secours à l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (UGSEL) pour les formations aux premiers secours

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
VU le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours ;
VU le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 portant diverses mesures relatives au secourisme ;
VU l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours ;
VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours ;
VU l'arrêté du 24 juillet 2007 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 – PSC 1 » et à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3 – PAE 3 » ;
VU l'arrêté ministériel du 29 novembre 2010 portant agrément à l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre pour les formations aux premiers secours :
- prévention et secours civiques de niveau 1 – PSC1 ;
- pédagogie appliquée aux emplois/activités de classe 3 – PAE 3 ;
- brevet national de Moniteur des premiers secours – BNMPs ;
VU l'arrêté ministériel du 4 mars 2011 modifiant l'arrêté du 29 novembre 2010, portant agrément de l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre pour les formations aux premiers secours, PSC 1 – PAE 3 – BNMPs ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

AR R E T E

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2013 est modifié comme suit :

L'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre – UGSEL – est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer les formations aux premiers secours, en l'occurrence PSC 1, PAE 3, et BNMPs, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté ;

Article 2 : L'habilitation accordée par le présent arrêté peut être retirée en cas de non respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;

Article 3 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, et M. DELACOUR Yves, représentant légal de l'Union générale sportive de l'enseignement libre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 7 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 13 juin 2013 autorisant le syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault à étendre ses compétences**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5711-17 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 autorisant la création du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault ;
VU la délibération du 28 février 2013 par laquelle le comité du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault décide de modifier l'article 2 des statuts du syndicat relatif aux compétences ;
VU les délibérations favorables des communes de :
- Buissoncourt en date du 15 avril 2013,
- Gellenoncourt en date du 30 mai 2013,
- Haraucourt en date du 22 mars 2013 ;
CONSIDÉRANT qu'au terme de la procédure de consultation la majorité qualifiée requise par les articles 5211-17 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

AR R E T E

Article 1er : L'article 2 des statuts du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault est complété comme suit :

«
- Entreprendre des démolitions sur les installations existantes.
- Procéder à des travaux de construction de nouvelles structures.
- Procéder à toutes les acquisitions foncières nécessaires. »
Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts du syndicat, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, le président du syndicat intercommunal scolaire de l'école Charles Perrault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au directeur départemental des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 13 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'Action Locale - Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Bureau des procédures environnementales

Arrêté du 1er juin 2013 relatif à la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles R. 341-16 à R. 341-25 ;
 VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 modifiée relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;
 VU l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 modifiée portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
 VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 modifié relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
 VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 modifié relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
 VU le décret n° 2011-832 du 12 juillet 2011 relatif à la réforme de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et à la désignation des associations agréées, organismes et fondations reconnues d'utilité publique au sein de certaines instances ;
 VU le décret n° 2011-833 du 12 juillet 2011 fixant la liste des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable ;
 VU l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2010 modifié portant composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
 VU les propositions de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle ;
 VU les propositions du conseil général de Meurthe-et-Moselle ;
 VU les propositions des organismes consultés ;
 CONSIDÉRANT que les membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites précitée sont nommés pour une période de trois ans ;
 CONSIDÉRANT que le mandat des membres de la commission précitée a été prolongé jusqu'au 31 mai 2013 par arrêtés préfectoraux du 14 janvier 2013 et du 31 mars 2013 ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale de la nature, des paysages et des sites, est présidée par le préfet de Meurthe-et-Moselle, ou son représentant, et comporte cinq formations spécialisées : "nature" - "sites et paysages" - "publicité" - "carrières" - "faune sauvage captive".

Article 2 : Composition de la formation spécialisée dite "de la nature"

- Collège des services de l'État
 - Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Lorraine,
 - Deux représentants de la direction départementale des territoires (DDT).

- Collège des élus

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Pierre BAUMANN, conseiller général.	M. Olivier JACQUIN, conseiller général.
M. Olivier TRITZ, conseiller général.	M. Bernard MULLER, conseiller général.
M. Michel CLAIRE, maire de Bayon.	M. Claude BOURA, maire de Xousse.
M. Henri POIRSON, communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch, maire de Dieulouard.	M. Pascal BURGAIN, communauté de communes de la Mortagne, maire de Magnières.

- Collège des personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Christian MATHIEU, association Flore 54.	M. René DAUDON, association Flore 54.
M. Alain SALVI, conservatoire des sites lorrains.	M. Damien AUMAITRE, conservatoire des sites lorrains.
M. Nicolas PETITJEAN, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Frédéric HOUIN, représentant la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
M. François FORIN, représentant du Parc Naturel régional de Lorraine.	M. Laurent GODE, représentant du Parc Naturel régional de Lorraine.

- Collège des personnes compétentes

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Philippe MALENFERT, représentant du Centre ornithologique lorrain.	M. Guy SEZNEC, botaniste au conservatoire des jardins botaniques de Nancy.
M. Rodrigue DUHAUT, représentant le service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.	M. Daniel ADRIAN, représentant le service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.
M. Jean-Claude JACQUES, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.	M. Guy SAPRANI, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.
M. François VERNIER, président de l'association FLORAINE et membre du conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.	M. Jean FRANCOIS, conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Lorraine.

Article 3 : Composition de la formation spécialisée dite "des sites et paysages"

- Collège des services de l'État
 - Madame la directrice régionale de l'environnement de Lorraine ou son représentant,
 - Deux représentants de la direction départementale des territoires,
 - Monsieur le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.
- Collège des élus

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Olivier JACQUIN, conseiller général.	M. Jean-Pierre MINELLA, conseiller général.
M. Gauthier BRUNNER, conseiller général.	M. Philippe COLIN, conseiller général.
M. Bernard MUNIER, maire de Grippont.	M. Jean-Pierre MAURER, maire de Mousson.
M. Didier DANTE, communauté de communes du Pays de Briey, maire d'Avril.	M. Claude BOURA, communauté de communes du Pays de la Vezouze, maire de Xousse.

- Collège des personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Michel WIESER, association FLORE 54.	M. Anthony KOENIG, association FLORE 54.
M. Nicolas PETITJEAN, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Frédéric HOUIN, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
Mme Odile THOMAS représentante les "Vieilles Maisons Françaises".	M. Frédéric de METZ NOBLAT représentant les "Vieilles Maisons Françaises".
M. Dominique HARMAND, professeur de géographie à l'université de Nancy II.	M. Louis BLAISE, inspecteur général de l'environnement et du développement durable.

- Collège des personnes compétentes

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Régis JANOVEC conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Luc BONACCINI, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.
M. Thierry WEILL, paysagiste.	Mme Anne PHILIPCZYK, chargée de mission paysage et aménagements au PNRL.
M. Denis GRANDJEAN, directeur de l'école d'architecture de Nancy honoraire.	Mme Corine MANGIN, architecte D.P.L.G.
M. Jean-Luc CREMEL, représentant du centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.	Mme Marie-Alix de SARS, représentante du centre régional de la propriété forestière d'Alsace-Lorraine.

Article 4 : Composition de la formation spécialisée dite "de la publicité"

- Collège des services de l'État
 - Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant,
 - Monsieur le directeur départemental des territoires ou son représentant,
 - Monsieur le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.
- Collège des élus

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Pierre BAUMANN, conseiller général.	M. René MANGIN, conseiller général.
M. Alain BOULANGER, maire de Fléville-devant-Nancy.	M. Christian PORTELANCE, maire de Maidières.
M. Laurent TROGRIC, maire de Pompey.	/

- Collège des personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Anthony KOENIG, association FLORE 54.	M. Michel WIESER, association FLORE 54.
M. Jean-Marie VILDECAS, représentant de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.	Mme Nicole GIRARD, représentante de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle.
Mme Catherine RUTH, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.	M. Luc BONACCINI, conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement de Meurthe-et-Moselle.

- Collège des personnes compétentes

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Patrick GASCHE, société Clear Channel France.	M. Xavier FRANCOISE, société Clear Channel France.
M. Hervé COUILLARD, société MPE-AVENIR.	M. Thierry BERLANDA, société Insert.
M. Laurent RENARD, société TRB enseignes.	/

Article 5 : Composition de la formation spécialisée dite "des carrières"

- Collège des services de l'État
 - Deux représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine,
 - Deux représentants de la direction départementale des territoires.
- Collège des élus

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Michel DINET, président du conseil général.	M. Olivier TRITZ, conseiller général.
M. Noël GUERARD, conseiller général.	M. Olivier JACQUIN, conseiller général.
M. Alain CASONI, maire de Villerupt.	M. Luc MARTIN, maire de Benney.
M. Charles BILOT communauté de communes de Hazelle, maire d'Avrainville.	M. René BOURGOIS, communauté de communes des Pays du Sel et du Vermois, maire de Varangéville.

- Collège des personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Jean-Claude JACQUES, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.	M. Guy SAPRANI, fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique de Meurthe-et-Moselle.
M. Guy PAZZOGNA, FLORE 54.	Mme Michèle SCHNITZLER, FLORE 54.
M. Jérémy JENNESON représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	M. Nicolas PETITJEAN, représentant la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.
Mme Sylvie DOUSSET professeur à l'université de Nancy.	M. Marc LESPINASSE, professeur à l'université de Nancy.

- Collège des personnes compétentes

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Philippe TOFFOLINI, Unicem Lorraine.	M. Pascal TANNEUR, Unicem Lorraine.
M. Marc BLANC, Unicem Lorraine.	M. Dominique SPASSKI, Unicem Lorraine.
M. Philippe THIRIET, S.P.R.I.R. Lorraine.	M. Mario DETAMMARCKER, S.P.R.I.R. Lorraine.
M. Guy BONI, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.	M. Jean-Marc HEISER, fédération départementale du B.T.P. de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Composition de la formation spécialisée dite "de la faune sauvage captive"

- Collège des services de l'État
 - Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ou son représentant,
 - Deux représentants du service départemental de la protection des populations.
- Collège des élus

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Mme Rachel THOMAS, conseillère générale.	M. Olivier JACQUIN, conseiller général.
M. André FAVRE, maire de Loisy.	M. Jean-Paul FRANCOIS, maire de Flin.
M. Raymond FRENOT, maire de Manoncourt-en-Woevre.	M. Jean-Pierre CALLAIS, maire de Mont-le-Vignoble.

- Collège des personnalités qualifiées

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
Mme Odile PARISOT, association FLORE 54.	M. Raynald RIGOLOT, association FLORE 54.
Mme Marielle THOMAS, Unité de recherche, animal et fonctionnalités des produits animaux à l'université de Lorraine.	M. Christophe MAUVIERES, docteur vétérinaire.
M. Rodrigue DUHAUT, représentant le service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.	M. Daniel ADRIAN, représentant le service départemental de Meurthe-et-Moselle de l'O.N.C.F.S.

- Collège des personnes compétentes

TITULAIRES	SUPPLÉANTS
M. Christian LORETELLI, grossiste en vente d'animaux de la faune sauvage.	M. Jacques TROMBINI exploitant retraité d'une animalerie.
M. Bruno DELEYS, employé en animalerie.	Mme Melissa MICHON, exploitante d'animalerie.
Mme Frédérique BEY employée en animalerie.	M. Grégory PAGLIERO, employé en animalerie.

Article 7 : Les membres de la présente commission, à l'exception des représentants des services de l'Etat, sont nommés pour une période de trois ans à compter de la date du présent arrêté.

Tout membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de 2 mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux membres de la commission.

Nancy, le 1er juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Arrêté N° 13.BI.13 du 17 juin 2013 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3ème de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2ème de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'État dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République du 13 décembre 2012 nommant M. Claude d'HARCOURT directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Soins psychiatriques sans consentement visés aux articles L. 3211-1 et suivants du code de la santé publique :

- la transmission des arrêtés préfectoraux prononçant les mesures de soins psychiatriques prises en application des chapitres II à IV du titre 1er du livre II de la troisième partie du code de la santé publique ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale aux personnes qui en font l'objet, ainsi que les avis mentionnés à l'article L.3213-9 du code de la santé publique ;

- en application de la loi n°2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge, la saisine du Juge des Libertés et de la Détention prévue par l'article L 3211-12-1 du code de la santé publique ;

- les courriers informant de toute décision de prise en charge du patient sous une autre forme que celle d'une hospitalisation complète les autorités et les personnes suivantes : le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement d'accueil de la personne malade et le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel celle-ci a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; le maire de la commune où est implanté l'établissement et le maire de la commune où la personne malade a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; la commission départementale des soins psychiatriques ; la famille de la personne qui fait l'objet de soins ; le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé.,

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L.1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L. 1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;

- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;

- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;

- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude d'HARCOURT, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par :

- M. Jérôme MALHOMME, chef de service territorial médico-social, pour les mesures précisées au 1° de l'article 1er du présent arrêté ;

- Mme Karine THEAUDIN, chef du service veille et sécurité sanitaires et environnementales, pour les mesures précisées au 2° de l'article 1er du présent arrêté ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Karine THEAUDIN, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par Mme Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires, par M. Daniel GIRAL, ingénieur d'études sanitaires et par M. Olivier DOSSO, ingénieur contractuel, pour les correspondances et les documents se rapportant au 2° de l'article 1er du présent arrêté.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Claude d'HARCOURT, en tant que directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer les agréments ou modifications d'agrément des Sociétés d'Exercice Libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude d'HARCOURT, la délégation de signature qui lui est consentie au titre du présent article sera exercée par Mme Marie-Hélène MAITRE, directrice-générale-adjointe de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 5 : Demeurent réservées à la signature du préfet :

- les correspondances adressées :

- * à la présidence de la République et au Premier ministre,
- * aux ministres,
- * aux parlementaires,
- * au préfet de région et au président du conseil régional,
- * au président du conseil général,
- * au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;

- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;

- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;

- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

Article 6 : L'arrêté préfectoral n°12.BI.56 du 27 décembre 2012 accordant délégation de signature à M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, est abrogé.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. Claude d'HARCOURT, directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.

Nancy, le 17 juin 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG

Centre de Détention de Toul - Décision du 3 juin 2013 portant délégations de signature pour des décisions administratives individuelles

Le Directeur du Centre de Détention de Toul,

VU le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire ;

VU le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1 ;

D E C I D E

Article 1er : Délégation permanente est donnée à Messieurs Patrick COLLIGNON et Michel GARCIA, Directeurs adjoints, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 2 : Délégation permanente est donnée à Monsieur François SCHMITT, Attaché de l'Administration de l'Etat, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrick WERNER, Directeur technique, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Claude CHRISTOPH, Lieutenant assurant les fonctions de chef de détention, aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les officiers suivants :

- | | |
|----------------------------------|---------------------------------|
| - M. Christian ECKER, capitaine | - M. Jozef KALAVSKY, lieutenant |
| - M. Didier PETITJEAN, capitaine | - M. Lionel BARBIER, lieutenant |
| - M. Philippe ROBET, capitaine | - M. Lionel GASCARD, lieutenant |

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Messieurs les personnels d'encadrement et d'application suivants :

- | | |
|---|--|
| - M. BERNARD Fabrice, major | - M. ANDRIS Fabien, 1er surveillant |
| - M. AUBRY Philippe, 1er surveillant | - M. CARBONI Jean-Raymond, 1er surveillant |
| - M. DEFAUSSE Arnaud, 1er surveillant | - M. DIDELOT Hervé, 1er surveillant |
| - M. DJERFI Brahim, 1er surveillant | - M. FERINO Laurent, 1er surveillant |
| - M. FLORENTIN Laurent, 1er surveillant | - Mme MALARME Christelle, major |
| - M. MULLER Patrick, 1er surveillant | |

aux fins de signer au nom du directeur du centre de détention de Toul, toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Toul, le 3 juin 2013

Le Directeur,
F. GERVAIS

Le Directeur du Centre de Détention de Toul donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

Décisions administratives individuelles visées dans la partie réglementaire du code de procédure pénale	Référence textuelle	Directeurs Adjoints	Attaché d'Administration	Directeur Technique	Chef de détention	Officiers	Major et 1ers surveillants
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	X			X		
Fouille des détenus	D.275 CPP	X			X	X	X
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	X	X		X	X	X
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	X			X	X	
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	X			X	X	X
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	X			X		
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	X			X		
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	X			X		
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	X			X		
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	X	X		X		
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	X			X		
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	X	X	X	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP						
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	X	X		X		
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	X	X		X	X	
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP						
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	X			X		
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	X					
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP						
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	X			X	X	X
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP						
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP						
Classement, déclasserement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	X			X	X	
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	X	X		X		
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	X	X				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	X					
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	X					
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	X	X		X	X	
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	X			X		
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	X	X		X		
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	X	X				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP						
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	X	X		X		
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	X	X				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	X	X		X		
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP						
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	X	X		X	X	
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	X	X		X	X	
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP						

Toul, le 3 juin 2013

Le Directeur,
F. GERVAIS

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54/57-046 en date du 14 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement de la RN52, sens Longwy-Metz, entre les PR 3+000 et 0+000

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Préfet de la Région Lorraine,

Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est,

Préfet de la Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature DCTAJ N° 2012-A-85 du 25 juin 2012, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/57-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par M. Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ, directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 06/06/2013 présenté par le District de Metz ;

VU l'information du Conseil Général 54 en date du 06 juin 2013 ;

VU l'information du Conseil Général 57 en date du 06 juin 2013 ;

VU l'avis du CISGT «Myrabel» en date du 11/06/13 ;

VU l'information du CRICR de Metz ;

VU l'avis du District de Metz en date du 06/06/2013 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR)	PR 3+000 à 0+000	
SENS	Longwy ==> Metz (sens 2)	
SECTION	Section courante 2x2 voies	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement entre les PR 3+000 et PR 0+000	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 17 juin au vendredi 21 juin 2013	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Basculement total 1+1 et 0 du sens Longwy-Metz (sens 2) sur le sens Metz-Longwy (sens 1) Fermeture des échangeurs de Crusnes et Aumetz dans le sens Longwy-Metz	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Villers-la-Montagne	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Montagne

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du lundi 17 juin 2013 à 9h00 au vendredi 21 juin 2013 à 17h00	A30 Sens Longwy-Metz AK5 au PR 22+960 RN52 Sens Metz-Longwy AK5 au PR 5+400	Basculement total 1+1 et 0 du sens Longwy-Metz sur le sens Metz-Longwy, conformément aux schémas CF114a et CF122b, entre les ITPC du PR 3+280 sur RN52 au PR 24+270 sur A30. Fermeture des bretelles d'accès et de sorties des échangeurs de Crusnes et Aumetz. Neutralisation de la voie de gauche.	A30 Sens Longwy-Metz - Limitation de la vitesse à 50 km/h à chaque extrémité du basculement. - Limitation de la vitesse à 70 km/h sur la section basculée (à double sens). - Interdiction de dépasser pour tous véhicules. Déviations : Les usagers circulant sur la RN52 en direction de Metz désirant emprunter les sorties des échangeurs de Crusnes ou Aumetz continueront sur la RN52 jusqu'à l'échangeur de d'Havange où ils feront demi-tour pour reprendre la RN52 en direction de Longwy et retrouver les sorties de Aumetz et Crusnes. Les usagers en provenance de Crusnes désirant emprunter la RN52 en direction de Metz seront déviés par la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Bréchain-la-Ville où ils feront demi-tour pour retrouver la direction de Metz. Les usagers en provenance d'Aumetz ou Beuvillers désirant emprunter l'A30 en direction de Metz seront déviés par l'A30 et la RN52 en direction de Longwy jusqu'à l'échangeur de Bréchain-la-Ville où ils feront demi-tour pour retrouver la direction de Metz. RN52 Sens Metz-Longwy - Limitation de la vitesse à 70 km/h. - Interdiction de dépasser pour tous véhicules.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Aumetz et Crusnes ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le secrétaire général de la préfecture de Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et de la préfecture de la Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Aumetz et Crusnes.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Moselle,

- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de la Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de l'hôpital de METZ responsable du SMUR,
- Directeur de la société SCREG-Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 14 juin 2013

Les Préfets,
Pour les Préfets et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

Arrêté N° 2013-DIR-Est-M-54-050 en date du 17 juin 2013 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'inspection sur OA A311.020 sur la liaison A31/RD611 au PR 0+868

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté SGAR N° 2013-35 du 8 février 2013 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2013/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 13 mai 2013 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative au réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
VU le dossier d'exploitation en date du 30 mai 2013 présenté par le district de Nancy;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 17 juin 2013;
VU l'information du CRICR;
VU l'avis du district de Nancy en date du 31 mai 2013;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Liaison A31-RD 911	
POINTS REPERES (PR)	Du PR 0+463 au PR 01+348	
SENS	Nancy-Toul et Toul-Nancy	
SECTION	Dommartin lès Toul	
NATURE DES TRAVAUX	Visite Inspection détaillée sur ouvrage d'art	
PERIODE GLOBALE	18 juin 2013 de 09h à 16h00	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat par feux tricolores Sens Toul-Nancy neutralisé	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	18 juin 2013 De 9h00 à 16h00	Liaison A31/ RD 611 Sens Toul-Nancy AK5+ KC1 au PR 01+348 B31 au PR 0+743 Liaison A31/ RD 611 Sens Nancy-Toul AK5 +KC1 au PR 0+463 B31 au PR 01+068	Neutralisation du sens Toul-Nancy suivant schéma CF24 (circulation alternée par feux tricolores) - Circulation suivant schéma CF24	Liaison A31/ RD 611 Sens Toul-Nancy - Limitation de vitesse à 50Km/H au droit du Chantier - Interdiction de doubler Liaison A31/ RD 611 Sens Nancy-Toul - Limitation de vitesse à 50Km/H au droit du Chantier - Interdiction de doubler

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de de l'entreprise ALBERT,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 17 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjoint au chef de la division d'exploitation de Metz,
Stéphane HEBENSTREIT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

Cellule juridique

Arrêté n° 2013-0568 en date du 7 juin 2013 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

- VU le code de l'action sociale et des familles ;
- VU le code de la sécurité sociale ;
- VU le code du travail ;
- VU le code de la défense ;
- VU le code de la santé publique ;
- VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles modifié ;
- VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
- VU l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU le décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
- VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU la décision n°2010-01 en date du 1^{er} avril 2010 portant organisation de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à **Madame Marie-Hélène Maître**, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **A Madame Marie-Hélène MAÎTRE** ; Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **A Madame le Docteur Arielle BRUNNER** ; chef de projet « Plan Régional de Santé » ; pour l'élaboration du Projet Régional de Santé (PRS) ;

* **A Madame Gisèle HURSON** ; chef du service « Démocratie Sanitaire » pour la gestion des Commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

* **A Monsieur Yann KUBIAK** ; chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activité ;

* **A Madame Marie RÉAUX** ; Responsable du service « Communication et Documentation » dans son champ d'activité ;

* **A Madame le Docteur Annick DIETERLING**, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement, promotion de la santé et suivi des politiques de prévention.

* **A Monsieur le Docteur Bruno FANTINO** ; Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Madame le Docteur Odile DELFORGE**, chef du service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.

* **Monsieur Jean-Louis FUCHS**, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.

* **Madame Sabine Griselle-SCHMITT**, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.

* **Monsieur Patrick MARX**, directeur de projet gestion du risque, sur son champ de compétences.

* **A Madame Annie TOUROLLE** ; Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du Secrétariat Général.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Secrétaire Générale et Directrice des Ressources Humaines, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Monsieur Christian SCHAEFFER**, adjoint à la Secrétaire Générale, sur le champ de compétences du secrétariat général ;

* **Madame Corinne Jue DE ANGELI**, responsable de la GPEC et de la formation sur son champ de compétences ;

* **Madame Katia PORTE-HAQUIN**, responsable de la gestion du personnel, du droit du personnel et des relations sociales, pour les actions relatives aux ressources humaines ;

* **Madame Fabienne WOLFF**, pour les engagements et les certifications des services faits des actions de formation ;

* **Madame Marie-Reine SCHMITT**, chef de service des systèmes d'informations internes, en matière de gestion informatique, comprenant les engagements et la certification du service fait pour les dépenses relevant de son domaine de compétences,

* **Monsieur José ROBINOT**, chef de service des affaires générales, pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, la gestion du parc automobile, l'externalisation des fonctions, les achats publics, la validation ordonnateur du budget, l'engagement des dépenses et la certification du service fait.

* **Monsieur Anthony COULANGEAT**, pour les engagements et les certifications des services faits relatifs aux achats du pôle fonctionnement général.

* **A Monsieur Patrick METTAVANT** ; Directeur des Services Financiers pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur des Services Financiers, délégation de signature est donnée à **Monsieur Patrick CHAMINADAS**, adjoint au Directeur des Services Financiers, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté.

En cas d'absence concomitante de **Monsieur Patrick METTAVANT** et de **Monsieur Patrick CHAMINADAS**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur François LALLEMAND**, gestionnaire de payes.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par **Madame Julie DIMINI**, comptable.

* **A Monsieur Serge MORAIS** ; Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité (DASSP) :

Les décisions et correspondances relatives :

- à la formation et métiers de la santé, à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires ;
- à la démographie, la gestion, le suivi des professionnels de santé et les coopérations entre les professionnels de santé ;
- à l'organisation et l'allocation de ressources (Fonds d'Intervention Régional) de l'offre de santé dans le champ ambulatoire et des réseaux de santé ;
- aux ordres de missions spécifiques ainsi qu'aux états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Madame le Docteur Patricia DE BERNARDI**, adjointe au Directeur de l'Accès à la Santé et des Soins de Proximité sur le champ de compétences de la Direction.

* **Madame Michèle HÉRIAT**, responsable du service « Internat et praticiens hospitaliers », et chargée des questions relatives aux transports sanitaires, en ce qui concerne les internats de médecine et pharmacie, les praticiens hospitaliers et les agréments et courriers en matière de transports sanitaires.

* **Madame Sabine RIGON**, directrice des soins, conseillère technique régionale en soins, responsable du pôle formation et exercice des professions paramédicales et médicales à compétences définies, en ce qui concerne :

- les formations paramédicales et médicales à compétence définie,
- l'exercice relatif aux professions paramédicales et médicales à compétence définie,
- les tatoueurs,
- les professionnels souhaitant être inscrits sur le registre national des psychothérapeutes.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine RIGON, délégation de signature est donnée à Monsieur Matthieu PROLONGEAU, inspecteur en charge du suivi des instituts de formation paramédicaux, en ce qui concerne :

- les formations paramédicales et médicales à compétence définie,
- l'exercice relatif aux professions paramédicales et médicales à compétence définie.

* **A Madame le Docteur Lydie REVOL** ; Directrice par intérim de la Santé Publique; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Monsieur Hubert BOULANGER**, adjoint au Directeur de la Santé Publique en matière de prévention et gestion des crises sanitaires, gestion des signaux sanitaires, sécurité sanitaire et en matière de santé environnementale.

* **Madame Christine MEFFRE**, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques.

* **A Monsieur Lucien VICENZUTTI**, Directeur de l'Offre de Santé et de l'Autonomie (DOSA) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, aux programmes d'investissement des Etablissements de Santé et des Etablissements et Services Médico-Sociaux, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé et, de l'Autonomie (DOSA).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSA, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

* **Madame Stéphanie GEYER**, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation, d'autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

* **Madame Chantal KIRSCH**, chef de département « Médico-social », en matière d'organisation, de gestion des autorisations et d'allocations de ressources dans le champ médico-social, en matière de gestion des personnels de direction (DESSMS) en lien avec le Centre National de Gestion et en matière d'appels à projets médico-sociaux.

* **A Madame Valérie BIGENHO-POET**, déléguée territoriale du département des Vosges, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation générale de signature est donnée à **Madame Dominique COURT**, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale.

En cas d'absence concomitante de **Madame Valérie BIGENHO-POET** et de **Madame Dominique COURT**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur le Docteur Alain COUVAL**, conseiller médical du délégué territorial.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine sanitaire à Madame Marie-Christine GABRION, chef du service territorial sanitaire :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine médico-social à Monsieur Denis RAPENNE, chef du service territorial médico-social :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine de la veille sanitaire et de la sécurité environnementale à Madame Lucie TOME, chef du service de veille, sécurité sanitaire et environnementale :

- . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires ;
- . pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

* **A Monsieur Michel MULIC**, délégué territorial du département de Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation générale de signature est donnée à **Madame Hélène ROBERT**, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de **Monsieur Michel MULIC** et de **Madame Hélène ROBERT**, leurs délégations de signatures seront exercées par **Madame Chantal ROCH**, chef de projet de l'équipe d'animation territoriale, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par **Madame Isabelle LEGRAND**, chef de service territorial médico-social.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social ; délégation est donnée à **Madame Isabelle LEGRAND**, chef du service territorial médico-social :

- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé : délégation est donnée à **Monsieur Guillaume LABOURET**, chef du service territorial sanitaire :

- . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- . pour les notifications de dotation.
- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine de la veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à **Madame Hélène ROBERT**, chef du service de veille sécurité sanitaires et environnementales :

- . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires ;
- . pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Hélène ROBERT**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Laurence ZIEGLER**, adjointe au chef de service veille et sécurité sanitaires et environnementales.

En cas d'absence concomitante de **Mesdames Hélène ROBERT** et **Laurence ZIEGLER**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur Julien BACARI**, ingénieur d'études sanitaires.

En cas d'absence concomitante des trois personnes susmentionnées, leur délégation de signature sera exercée par **Madame Hélène METZELER**, ingénieur d'études sanitaires.

Dans le domaine des soins psychiatriques sans consentement, à **Monsieur le Docteur Michel PERETTE**, médecin de la délégation territoriale et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par **Madame le Docteur Christine QUENETTE**.

* **A Madame le Docteur Eliane PIQUET**, déléguée territoriale du département de la Meuse, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de missions spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse ;
- L'animation territoriale ;
- Les soins de proximité, l'accès à la santé, la promotion de la santé et la prévention.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation générale de signature est donnée à **Madame Jocelyne CONTIGNON**, chef de service territorial médico-social.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social à : **Madame Jocelyne CONTIGNON**, chef de service territorial médico-social :

- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification ;
- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des établissements de santé : **Madame le Docteur Elise BLERY-MASSINET**, médecin de la délégation territoriale :

- . pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés ;
- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- . pour les notifications de dotation ;
- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans le domaine des soins psychiatriques sans consentement, à **Madame Claudine RAULIN**, inspectrice de l'action sanitaire et sociale.

Dans le domaine de la veille sécurité sanitaire et environnementale à **Madame Céline PRINS**, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale :

- . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires ;
- . pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Céline PRINS**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Emilie BERTRAND**, responsable de l'unité des eaux destinées à la consommation humaine.

En cas d'absence concomitante de **Mesdames Céline PRINS** et **Emilie BERTRAND**, leur délégation de signature sera exercée par **Monsieur Julien MAURICE**, responsable de l'unité des espaces clos et eaux de loisirs.

* **A Monsieur Philippe ROMAC**, délégué territorial de Meurthe et Moselle, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour :

- L'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe et Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté ;
- Les ordres de mission spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation générale de signature est donnée à **Madame le Docteur Odile DE JONG**.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame le Docteur Odile DE JONG**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Monsieur Jérôme MALHOMME**, chef de service territorial médico-social.

Délégation spéciale de signature est donnée aux personnes désignées ci-après :

Dans le domaine médico-social : **Monsieur Jérôme MALHOMME**, chef de service territorial médico-social

- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre de la procédure des appels à projet ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- . pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

Dans le domaine des établissements de santé : **Madame Lamia HIMER**, chef de service territorial sanitaire

- . pour l'approbation des EPRI à l'exception des établissements signalés ;
- . pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations ;
- . pour le renouvellement d'autorisation ;
- . pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- . pour les notifications de dotation
- . pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

Dans les champs de veille et de la sécurité sanitaires et environnementales à **Madame Karine THÉAUDIN**, chef du service Veille et sécurité sanitaires et environnementales :

- . pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires ;
- . pour la signature des bons de commande relatifs au contrôle sanitaire des eaux (eaux destinées à la consommation humaine, piscines et eaux de baignade) pour un montant maximal de 10.000 € par bon de commande.

En cas d'absence ou d'empêchement de **Madame Karine THÉAUDIN**, la délégation de signature qui lui est accordée sera exercée par **Madame Stéphanie MONIOT**, **Monsieur Daniel GIRAL**, ingénieurs d'études sanitaires ou **Monsieur Olivier DOSSO**, ingénieur contractuel.

* **A Madame Chantal PAULUS**, conseiller sanitaire de zone à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service zonal de défense et sécurité et aux ordres de missions.

Article 4 :

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L.1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma inter-régional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico sociaux ;
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion) ;
- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
- les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques ;
- les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Générales :

Ressources Humaines

- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS ;
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes, de points de compétences et de points d'évolution ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence ;

Affaires Générales

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux, fournitures et services, et les baux supérieurs à 50 000 euros hors taxes.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article ;
- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelle que soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux ;
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Cour des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 5 : Sont exclus de la présente délégation les ordres de missions permanents sans préjudice des mesures prévues à l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 7 juin 2013

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Cellule personnes âgées

Arrêté 2012 ARS/DT54/PA du 13 septembre 2012 portant refus d'approbation de la convention constitutive du groupement de coopération médico-sociale « L'accueil familial de Meurthe-et-Moselle »

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'article L 312-7 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article R 312-194-18 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la demande du 07 février 2011, présentée par les communes de BERTRICHAMPS, BURES, CUSTINES, LONGUYON, MALLELOY, MORFONTAINE et PARROY tendant à la création d'un Groupement de Coopération Médico-Sociale, transmise par M. Pierre MERSCH, maire de LONGUYON, le 7 février 2011 ;

VU la délibération du 06 novembre 2009 du conseil municipal de la commune de BERTRICHAMPS ;

VU la délibération du 25 juin 2010 du conseil municipal de la commune de BURES ;

VU la délibération du 14 mai 2009 du conseil municipal de la commune de CUSTINES ;

VU la délibération du 26 septembre 2009 du conseil municipal de la commune de LONGUYON ;

VU la délibération du 25 janvier 2010 du conseil municipal de la commune de MALLELOY ;

VU la délibération du 14 mai 2009 du conseil municipal de la commune de MORFONTAINE ;

VU la délibération du 09 juillet 2010 du conseil municipal de la commune de PARROY ;

CONSIDERANT que l'objet du groupement de coopération médico-sociale est de créer des logements adaptés à l'activité d'accueil à domicile de personnes âgées ou handicapées, définie par les articles L 441-1 à L 441-4 du code de l'action sociale et des familles, afin de favoriser le développement de cette activité ;

CONSIDERANT l'avis de Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle du 27 avril 2012 ;

CONSIDERANT le défaut d'information du projet, notamment sur le portage juridique et la responsabilité des membres ;

CONSIDERANT le défaut d'information sur le fonctionnement et notamment la participation des membres aux charges de fonctionnement ;

CONSIDERANT l'impact de l'organisation sur le coût relativement élevé, restant à charge de la personne accueillie ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La convention constitutive du Groupement de Coopération Médico-Sociale « L'accueil familial de Meurthe-et-Moselle » annexée au présent arrêté, n'est pas approuvée.

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY, 5 Place Carrière, 54036 NANCY CEDEX dans un délai franc de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

DIRECTION DE LA SANTE PUBLIQUE

Service VSSE

Arrêté ARS N° 2013-0572 du 6 juin 2013 portant modification de l'arrêté N° 2012-0770 du 16 juillet 2012 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « vie privée et familiale »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile et notamment les articles L 313-11, 11° et L 511-4 ;

VU la loi n° 2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration, l'intégration et à la nationalité ;

VU le décret n° 2011-1049 du 6 septembre 2011 pris en application de la loi du 16 juin 2011 relative à l'immigration, l'intégration et la nationalité et relatif aux titres de séjours ;

VU le décret en date du 13 décembre 2012 portant nomination de Monsieur Claude d'HARCOURT en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine ;

VU l'arrêté 2011-406 en date du 20 octobre 2011 portant désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « Vie privée et familiale » ;

VU l'arrêté 2012-0770 en date du 16 juillet 2012 portant modification de la désignation des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine compétents pour émettre un avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire « Vie privée et familiale » ;

CONSIDERANT que les médecins de l'Agence Régionale de Santé peuvent émettre des avis sur la délivrance d'une carte de séjour temporaire et qu'il convient de les désigner nominativement ;

ARRETE

Article 1er : La liste des médecins de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine mentionnée à l'article 1er de l'arrêté n° 2012-0770 du 16 juillet 2012 est modifiée comme suit :

- Madame le Docteur Josette ALEXANDRE,
- Madame le Docteur Elise BLERY-MASSINET,
- Monsieur le Docteur Henri BRUN,
- Monsieur le Docteur Alain COUVAL,
- Madame le Docteur Odile DE JONG,
- Monsieur le Docteur Thierry DOUMERGUE,

- Monsieur le Docteur Bruno MANGOLA,
- Madame le Docteur Lidiana MUNEROL,
- Monsieur le Docteur Michel PERETTE,
- Madame le Docteur Eliane PIQUET,
- Madame le Docteur Christine QUENETTE,
- Madame le Docteur Lydie REVOL,
- Madame le Docteur Frédérique VILLER.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Claude d'HARCOURT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision d'agrément du 7 juin 2013 d'une entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail - SCOP SARL 3 B ARCHITECTURE à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;
VU la demande du 30 avril 2013 présentée par la SCOP SARL 3B ARCHITECTURE – 13 rue Bailly – 54000 NANCY ;
SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : La SCOP SARL 3 B ARCHITECTURE – 13 rue Bailly – 54000 NANCY

SIRET 524 945 557 000 14 code APE 7111Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 7 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté 2013/DDT54/AFC/Association foncière/262 du 30 mai 2013 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de MINORVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 21 février 2013 portant délégation de signature à M. Eric MEYNARD, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 07 août 1968 portant institution de l'association foncière de MINORVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par laquelle le préfet a enjoint le président de l'association foncière de MINORVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 15 mai 2013 du président de l'association foncière de MINORVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MINORVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de MINORVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de MINORVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 30 mai 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Eric MEYNARD

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Unité forêt - chasse

Arrêté n° 265 du 31 mai 2013 portant enquête publique pour la détermination des terrains à soumettre à l'action de l'association communale de chasse agréée de BEZANGE-LA-GRANDE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-8, R 422-17 à R 422-20 du code de l'environnement sur l'organisation des associations communales de chasse agréées, prescrivant une enquête pour déterminer les terrains à soumettre à l'action de ces associations ;

VU les arrêtés des 1er mars 1968 et 20 mars 1970 prescrivant la création d'associations communales de chasse agréées dans toutes les communes de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 Avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

SUR proposition du secrétaire général ;

ARRETE

Article 1er : L'enquête prévue aux articles susvisés du code de l'environnement sera effectuée sur le territoire de la commune de Bezange-la-Grande par une commission d'enquête constituée comme suit :

- M. MASSEL Laurent, né le 8 Avril 1971 à NANCY, Maire, Président de la Commission,

- M. GRIFFATON Luc, né le 4 Novembre 1961 à NANCY, Cadre bancaire,

- M. DANNER Alain né le 19 Novembre 1950 à NANCY, Retraité,

- M. MARCHAND Patrick, né le 22 Octobre 1964 à NANCY, Agriculteur,

- M. BECHAMP Serge, né le 13 Avril 1946 à BEZANGE-LA-GRANDE, Retraité,

- M. CABOCEL Christophe, né le 24 Décembre 1971 à NANCY, Agriculteur.

Article 2 : Ladite enquête sera ouverte le lundi 24 Juin 2013 à 15 heures et close le samedi 6 juillet 2013 à 15 heures à la mairie de Bezange-la-Grande.

Article 3 : Un registre paraphé par le président, destiné à recevoir les observations du public sera déposé à la mairie de Bezange-la-Grande, pendant toute la durée de l'enquête. La commission d'enquête pourra recevoir le public à la mairie, aux dates et heures suivantes :

lundi 24 Juin 2013 de 15 à 16 heures lundi 1er Juillet 2013 de 15 à 16 heures

mercredi 26 Juin 2013 de 17 à 18 heures samedi 6 Juillet 2013 de 14 à 15 heures.

samedi 29 Juin 2013 de 14 à 15 heures

Article 4 : La commission d'enquête établira le relevé de tous les droits de chasse de la commune ainsi que la liste des terrains dont les propriétaires ou détenteurs du droit de chasse paraîtraient en droit de formuler l'opposition prévue à l'article L 422-13 .

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs, dans la presse locale et affiché dans la commune de Bezange-la-Grande par les soins du maire au lieu ordinaire d'affichage des actes administratifs, huit jours au moins avant l'ouverture de l'enquête. L'accomplissement de cette formalité sera certifié par le maire.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Bezange-la-Grande, les enquêteurs désignés à l'article 1er sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, M. le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts et à M. le président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY

Arrêté d'ouverture et de clôture de la chasse n° 266 du 31 mai 2013 dans le département de Meurthe-et-Moselle - Campagne 2013-2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2011-611 du 31 mai 2011 relatif aux dates spécifiques de chasse au sanglier en battue ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée ;

VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009 modifié relatif à la mise en œuvre du plan de chasse ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2000 modifié relatif au plan de chasse « sanglier » et sa mise en œuvre sur la totalité du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 mai 2003 relatif à l'ouverture anticipée des espèces « chevreuil et sanglier » ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique ;

VU l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 26 avril 2013 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1er : La date d'ouverture générale de la chasse à tir dans le département de Meurthe-et-Moselle est fixée au 15 septembre 2013 à 08 heures et celle de la clôture générale le 28 février 2014 au soir.

La chasse au vol pour les mammifères et les oiseaux sédentaires est ouverte du 15 septembre 2013 à 08 heures au 28 février 2014 au soir.

La chasse à courre à cor et à cri est ouverte du 15 septembre 2013 au 31 mars 2014.

La vénerie sous terre est ouverte du 15 septembre 2013 au 15 janvier 2014.

Article 2 : Par dérogation aux dispositions de l'article 1er, les espèces de gibier figurant au tableau ci-après ne peuvent être chassées à tir ou au vol que pendant les périodes comprises entre les dates et aux conditions spécifiques de chasse suivantes :

Espèces	Date d'ouverture	Date de clôture	Conditions spécifiques de chasse
Cerf	01.09.2013	28.02.2014	- Du 01.09.13 au 14.09.13 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 15.09.13 au 11.10.13 : tir du cerf (CEM1 et CEM2) tir de la biche (CEF) et du faon (CEIJ) uniquement à l'approche et à l'affût. - Du 12.10.13 au 28.02.14 * à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * en battue : cf. article 3.

Chevreuil Mâle Femelle	01.06.2013 15.09.2013	28.02.2014 28.02.2014	- Du 01.06.13 au 14.09.13 : tir d'été du brocard uniquement à l'approche et à l'affût et sur autorisation préfectorale individuelle. - Du 15.09.13 au 28.02.14 : * Tir à l'approche et à l'affût autorisé tous les jours, * Tir en battue : cf. article 3
Sanglier	01.06.2013	28.02.2014	- Du 01.06.13 au 14.07.13 : * Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; - Du 15.07.13 au 14.08.13 : * Tir à l'approche et à l'affût sur autorisation préfectorale individuelle ; * Tir en battue : sur autorisation préfectorale individuelle. En plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C. - Du 15.08.13 au 14.09.13 : * Tir à l'approche et à l'affût, * Tir en battue : en plaine et dans les massifs forestiers <u>de moins de 50 hectares</u> dans la limite de deux battues par semaine dont les dates seront déclarées au moins 24 heures à l'avance en Mairie et à la F.D.C. - Du 15.09.13 au 28.02.14 : * Tir à l'approche et à l'affût * Tir en battue : cf. article 3. <i>Les bénéficiaires de l'ouverture anticipée du sanglier devront établir le bilan des effectifs prélevés avant la date de l'ouverture générale de la même année à l'approche et à l'affût ainsi qu'en battue.</i>
Faisan Lièvre Perdrix grise Perdrix rouge Lapin de garenne Renard Blaireau Belette Hermine Putois Martre	15.09.2013 12.10.2013 12.10.2013 15.09.2013 15.09.2013 15.09.2013 01.06.2013 15.09.2013) (15.09.2013))	31.01.2014 17.11.2013 20.10.2013 13.10.2013 31.01.2014 28.02.2014 28.02.2014 15.01.2014 28.02.2014	- Chasse du lièvre : * secteur soumis à plan de chasse en 2012/2013, * sans formalité particulière sur le reste du département. Conditions spécifiques identiques à celles de la chasse de l'espèce « sanglier » décrites ci-dessus.

Article 3 : En ce qui concerne les chasses collectives :

- du 15.07.13 au 14.09.13 pour l'espèce « sanglier » les dates des chasses collectives seront déclarées 24 heures à l'avance à la fédération départementale des chasseurs , à l'O.N.C.F.S. et en mairie pour affichage,
- à compter du 15 septembre, le nombre de jours de chasse collective est limité à deux par semaine.

A partir du mois d'octobre, au moins une chasse collective par mois jusqu'au 28 février est à réaliser et à préciser sur un calendrier déposé avant le 15 septembre (à l'exception des cultures de maïs sur pied pour lesquelles le délai de prévenance est fixé à 24 heures) par chaque détenteur de droit de chasse auprès de la F.D.C., pour insertion dans son site Internet.

L'envoi simultané d'un double du calendrier en mairie pour affichage, par le détenteur du droit de chasse, est obligatoire avec mention des coordonnées du responsable de la chasse.

Une fois le calendrier déposé, il est possible de rajouter des dates supplémentaires de chasse collective imprévues en respectant un délai de prévenance de quatre jours.

Article 4 : La chasse de la **gélinotte** est interdite sur toutes les Communes du Département.

Article 5 : La chasse en temps de neige est interdite à l'exception :

- de la chasse du gibier d'eau sur les fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs, étangs et dans les marais non asséchés, à condition qu'ils soient libres de glace, le tir au-dessus de la nappe d'eau étant seul autorisé,
- de l'application du plan de chasse,
- de la chasse du pigeon ramier, du renard, du ragondin et du rat musqué,
- de la chasse à courre et de la vénerie sous terre,
- des oiseaux issus d'élevage des espèces perdrix grise, perdrix rouge et faisans de chasse dans les établissements professionnels de chasse à caractère commercial.

Article 6 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme et MM. les sous-préfets, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, les personnels chargés de la police de la chasse, Mmes et MM. les maires des communes du département, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, affiché dans chaque commune et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de la fédération départementale des chasseurs,
- Mme et MM. les membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

ANNEXE à l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013

RAPPELS

Sécurité :

Il est fait obligation dans le schéma départemental de gestion cynégétique :

- de signaler les chasses collectives, par apposition de panneaux comportant la mention minimale « chasse en cours » sur tous les chemins ouverts à la circulation,
- de porter un gilet fluorescent, de préférence orange ou rouge, couvrant le dos et le torse pour tous les participants à une action de chasse collective et à une recherche des animaux blessés (il n'est pas obligatoire pour la chasse aux migrateurs et la chasse individuelle),
- de ne pas encourager la pratique de la chasse à la « rattente » car elle est source potentielle d'accidents.

Pour des raisons de sécurité, il est interdit de se poster seul ou à plusieurs à moins de 300 mètres d'un territoire voisin chassé en chasse collective avec une carabine, un fusil lisse approvisionné avec une cartouche à balle ou un arc. Au-delà de cette limite de 300 mètres, les chasseurs postés à la « rattente » devront impérativement porter un gilet fluorescent.

Chasse à tir et au vol des oiseaux migrateurs :

Les périodes de chasse des oiseaux migrateurs sont fixées annuellement par arrêté ministériel.

Sont interdits :

- le tir du Grand Tétrás ;
- le tir de la perdrix et du faisan au poste, soit à l'agraine, soit à proximité d'abreuvoirs ;
- le tir de la bécasse à la passée et à la croûle ;
- la chasse à tir des ongulés à proximité immédiate de dépôts de sel ou de dispositifs d'affouragement.

Sont prohibés :

- l'emploi de sources lumineuses et de miroirs à facettes de nature à faciliter la capture ou la destruction du gibier ;
- l'emploi de disques ou de bandes enregistrées reproduisant le cri des animaux pour attirer le gibier ;
- l'emploi pour la chasse à tir d'autres armes ou instruments de propulsion que les armes à feu ou les arcs ;
- pour le tir des ongulés, l'emploi de toute arme à percussion annulaire ainsi que celui d'armes rayées à percussion centrale d'un calibre inférieur à 5,6 mm ou dont le projectile ne développe pas une énergie minimale de 1000 joules à 100 mètres ;
- dans les armes rayées, l'emploi de munitions autres que les cartouches à balle expansive du commerce ;
- le tir des cervidés, du sanglier, du mouflon autrement qu'à balle (pour les armes à feu) ;
- l'utilisation de chevrotines (le seul fait pour un chasseur de se trouver en action de chasse avec une arme chargée de chevrotines constitue une infraction passible des peines prévues par l'article R.428-6 du code de l'environnement).

Divers :

- Dans les établissements professionnels de chasse à caractère commercial, les dates d'ouverture et de fermeture de la chasse des perdrix grises, perdrix rouges et faisans de chasse, issus d'élevage sont les dates d'ouverture générale et de clôture générale de la chasse dans le département.
- Le tir d'élimination des daims, mouflons et cerfs sika ne peut s'effectuer que sur demande faite auprès de la D.D.T. et après décision préfectorale selon les périodes prévues à l'article R 424-7 du code de l'environnement.
- La recherche du grand gibier blessé : les conducteurs de l'Union Nationale pour l'Utilisation de Chiens de Rouge (U.N.U.C.R.) sont recommandés pour cette recherche.
- Le pigeon voyageur n'est pas un gibier, il est protégé par la loi. Les bagues de pigeons voyageurs tués accidentellement doivent être envoyées directement à l'Union des Fédérations Régionales des Associations Colombophiles de France (54, boulevard Carnot - 59042 LILLE CEDEX).

Les bagues des autres oiseaux, (à l'exclusion des bagues provenant d'élevage de gibier), doivent être renvoyées au C.R.B.P.O. (55, rue de Buffon - 75005 PARIS).

Arrêté n° 267 du 31 mai 2013 relatif aux modalités d'exécution de plans de chasse dans les réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées (ACCA) pour la campagne de chasse 2013-2014

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23, R 422-65 à R 422-68 et R 422-86 à R 422-91 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la circulaire du 31 juillet 2009 relative à la mise en œuvre du plan national de maîtrise du sanglier ;

VU l'arrêté préfectoral 2009/DDEA/SAFC/n° 480 relatif au fonctionnement des réserves de chasse et de faune sauvage des associations communales de chasse agréées ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

VU l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage en date du 26 avril 2013 ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

CONSIDERANT la nécessité impérieuse de réduire les populations de sangliers sur l'ensemble du département ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Pour la campagne 2013-2014, les ACCA sont autorisées à exécuter leur plan de chasse sanglier sur l'ensemble de leur territoire de chasse, y compris dans la réserve de chasse et de faune sauvage, pendant toute la durée d'ouverture de l'espèce et dans les conditions définies par l'arrêté annuel d'ouverture et de clôture de la chasse dans le département.

Article 2 : L'exécution du plan de chasse a lieu soit à l'affût (approche interdite), soit en battue déclarée 48 h à l'avance au Service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

Adresse : 12 bis, Rue des Bosquets – 54300 LUNEVILLE

Fax : 03 83 73 09 73

Mél : sd54@oncfs.gouv.fr

L'ACCA veillera à ce que les autres espèces n'aient à subir aucune perturbation notable et qu'aucun dommage ne soit causé aux cultures.

Article 3 : Le compte rendu du nombre de sangliers effectivement tirés dans la réserve devra être adressé dans les 8 jours au Service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) qui en établira la synthèse annuelle et l'adressera à la D.D.T. pour le 15 mars.

Article 4 : Ces dispositions s'appliquent dans toutes les réserves des associations communales de chasse agréées du département à compter de la date de publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, le directeur départemental des territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont ampliation sera adressée au directeur de la sécurité publique, au colonel, commandant le Groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, au directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, au chef du service départemental de l'ONCFS, au président de la fédération départementale des chasseurs, au président de l'association départementale des lieutenants de louveterie.

Nancy, le 31 mai 2013

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° 268 du 3 juin 2013 modifiant l'emplacement de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de PULLIGNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 422-23 et R 422-65 à R 422-68 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12.BI.43 du 13 septembre 2012 accordant délégation de signature à M. Christophe FOTRE, directeur départemental des territoires ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012/DDT/SG/011 du 20 septembre 2012 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;

VU la décision préfectorale du 18 juillet 1984 portant constitution de la réserve de chasse et de faune sauvage de l'ACCA de Pulligny ;

VU la décision motivée adoptée par l'assemblée générale de l'ACCA de Pulligny en date du 22 mars 2013 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La liste des parcelles constituant la réserve de chasse et de faune sauvage de l'association communale de chasse agréée de Pulligny est modifiée comme suit :

Commune	Section	Parcelles cadastrales
PULLIGNY	A	127 à 129 – 371 à 372 – 147 à 150
	B	32 à 34 – 40 à 86 – 94 à 111 – 121 à 168 – 457 - 463 – 466 – 473 – 482 à 483

représentant une superficie totale de **89 ha 48 a 97 ca.**

Article 2 : Tout acte de chasse est strictement interdit en tout temps sur la réserve ainsi constituée.

Toutefois pour préserver un bon équilibre entre la faune et le milieu, le préfet peut décider la réalisation de plans de chasse, de capture de gibier vivant ou de destruction d'animaux nuisibles.

Article 3 : La réserve devra être signalée sur le terrain d'une façon apparente par les soins de l'association communale de chasse agréée de Pulligny.

Article 4 : La présente décision, dont l'exécution est confiée au président de l'association communale de chasse agréée de Pulligny sera affichée pendant 1 mois dans la commune de Pulligny par les soins du maire.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois courant à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture et le maire de la commune de Pulligny sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à :

- M. le président de l'association communale de chasse agréée de Pulligny,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
- M. le président de la fédération départementale des chasseurs.

Nancy, le 3 juin 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur départemental,
Christophe FOTRÉ

AUTRES SERVICES

L'AUTRE CANAL

Extrait du Registre des Arrêtés du Directeur de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle « L'Autre Canal » - Arrêté N° 104 du 5 juin 2013 - Modification de nomination de mandataire pour la régie de recettes de L'Autre Canal

VU la délibération n°12-2006 du 19 décembre 2006, du Conseil d'Administration de l'E.P.C.C. L'Autre Canal, autorisant la création d'une régie de recettes,

VU l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la décision n°66-2013, modifiant l'institution de la régie de recettes,

VU l'avis conforme du Comptable public assignataire en date du 4 juin 2013,

VU l'avis conforme du Régisseur en date du 5 juin 2013,

ARRETE

Article 1 : Mr STERNJACOB Jérôme est nommé mandataire de la régie de recettes de L'Autre Canal, pour le compte et sous la responsabilité du Régisseur de la régie de recettes, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 : Le mandataire ne doit pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu, sous peine de se constituer Comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 3 : Les sommes encaissées doivent l'être exclusivement selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie et/ou dans les décisions en modifiant son contenu.

Article 4 : Mr STERNJACOB Jérôme est tenu d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux règles d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et établissements publics locaux.

Article 5 : Le Directeur et le Comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.
Nancy, le 5 juin 2013

L'Ordonnateur,
Isabelle CHAIGNE
Directrice de L'Autre Canal

Signatures précédées de la formule manuscrite « Vu pour acceptation »

Le Régisseur,
Mlle L'HUILLIER Stéphanie

Le Mandataire,
Mr STERNJACOB Jérôme

Le Régisseur suppléant,
Mlle CORRE Hélène

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision N° 083/13 de délégation de signature du 3 juin 2013

Le Directeur,

VU l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D6143-33 à D 6143-35 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance lors de sa séance du 28 juin 2013 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11 décembre 2008 désignant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté du 11 avril 2013 nommant Madame Corinne MEUNIER dans les fonctions de Directrice Adjointe au Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Article 1er : La décision n° 026/11 du 19 mai 2011 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Madame Corinne MEUNIER, Directrice Adjointe chargée des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier, du Bureau des Admissions et de l'Administration des biens des malades dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) Délégation générale de signature pour tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes, et des notes de service.

c) Délégation de signature pour toutes les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Corinne MEUNIER, délégation est donnée à Mademoiselle Marie KETTNER, Attachée d'Administration Hospitalière pour ce qui concerne :

a) Délégation de signature d'ordonnateur pour :

- la liquidation et le mandatement des dépenses sans limitation de montant et pour l'ensemble des budgets approuvés ;
- la liquidation, la mise en recouvrement de toutes les recettes et l'autorisation de poursuites.

b) tous certificats, attestations, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des services relevant de la Direction des Affaires Financières et du Système d'Information Hospitalier.

c) les décisions, certificats, bulletins, correspondances et bordereaux relatifs à l'application des dispositions du livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Corinne MEUNIER et de Mademoiselle Marie KETTNER conjointement, délégation est donnée à :

- Monsieur Alain GUILLAUME, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points b et c de l'article 3 ;
- Madame Nelly MIRLAND, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Monsieur Marc WAWRZYNIAK, Adjoint des Cadres Hospitaliers, pour tout ce qui concerne les points a et b de l'article 3 ;
- Madame Delphine PETT, Adjoint Administratif, pour tout ce qui concerne les demandes d'utilisation de la ligne de trésorerie.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Madame Christelle BISAGA, ingénieur chef de projet, chef du service informatique, à effet de signer au nom de Madame Corinne MEUNIER, Directrice Adjointe en son absence :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, notes d'information, contrats, correspondances et bordereaux propres à l'activité du Système d'information Hospitalier.

Article 6 : En cas d'absence de Madame BISAGA, délégation est donnée à Monsieur Steve TAPIN, Analyste, pour ce qui concerne l'article 5.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Madame Corinne MEUNIER, Directrice Adjointe, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 8 : Les signatures des agents visés à l'article 3, 4 et 5 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 : La présente délégation prend effet le 3 juin 2013. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Laxou, le 3 juin 2013

Le Directeur,
Gilles BAROU